



## **ASSOCIATION MOB'IN FRANCE**

**119 rue Damremont  
75018 PARIS**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022



## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022

---

Aux membres de l'Association MOB'IN FRANCE,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MOB'IN FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 29 mars 2022 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.





Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

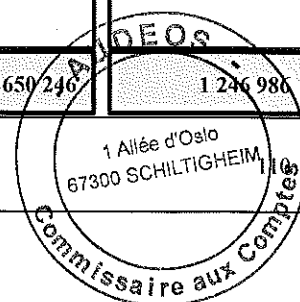
Schiltigheim, le 27 juin 2023

Le Commissaire aux Comptes



# Bilan Actif

		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	71 401	7 933	63 468	
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	8 958	2 665	6 293	5 732
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				110
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>80 359</b>	<b>10 599</b>	<b>69 760</b>	<b>5 842</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	19 883		19 883	79 164
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	28 556		28 556	8 720
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	439 746		439 746	825 121
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	64 403		64 403	317 034
	<b>DISPONIBILITES</b>	25 053		25 053	7 292
	Charges constatées d'avance	2 846		2 846	3 813
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>580 485</b>		<b>580 485</b>	<b>1 241 144</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecarts de conversion actif ( V )				
	<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>	<b>660 845</b>	<b>10 599</b>	<b>650 246</b>	<b>1 246 986</b>
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an				
	(3) dont à plus d'un an				



# Bilan Passif

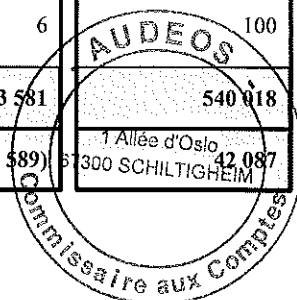
		31/12/2022	31/12/2021
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	66 476	20 946
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	(10 987)	45 530
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	55 489	66 476
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	75 874	83 964
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	75 874	83 964
	<b>Total des fonds propres</b>	131 364	150 440
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	306 757	254 941
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	306 757	254 941
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	306	
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	207 095	105 265
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	3 124	10 214
DETTES DIVERSES	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 600	
	Produits constatés d'avance		726 126
	<b>Total des dettes</b>	212 125	841 605
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	650 246	1 246 986
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(10 986,61)	45 529,95
	(1) Dont à moins d'un an	212 125	841 605
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	306	

1 Allée d'Oslo  
67300 SCHILTIGHEIM

Commissaire aux Comptes

## Compte de Résultat 1/2

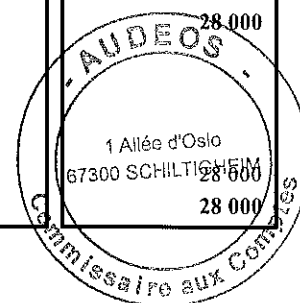
		31/12/2022	31/12/2021
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	5 590	25 868
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	88 180	8 720
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	728 793	547 517
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	443	
	Utilisations des fonds dédiés	254 941	
	Autres produits	46	
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1 077 992</b>	<b>582 105</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	696 054	227 638
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	174	
	Salaires et traitements	61 947	42 588
	Charges sociales	18 751	14 044
	Dotation aux amortissements et dépréciations	9 892	707
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	306 757	254 941
	Autres charges	6	100
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>1 093 581</b>	<b>540 018</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(15 589)</b>	<b>42 087</b>



# Compte de Résultat 2/2

		31/12/2022	31/12/2021
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(15 589)</b>	<b>42 087</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 343	457
	<b>Total des produits financiers</b>	<b>1 343</b>	<b>457</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des charges financières</b>		
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>1 343</b>	<b>457</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>(14 246)</b>	<b>42 544</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 090	2 350 636
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>8 090</b>	<b>2 986</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 800	
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>4 800</b>	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>3 290</b>	<b>2 986</b>
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		30	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>1 087 424</b>	<b>585 548</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>1 098 411</b>	<b>540 018</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>(10 987)</b>	<b>45 530</b>

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			28 000
<b>TOTAL</b>			<b>28 000</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			28 000
<b>TOTAL</b>			<b>28 000</b>





# **ANNEXE COMPTABLE**

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2022, dont le total est de 650 246 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de tableau, et dégageant un déficit de 10 987 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.01.2022 au 31.12.2022.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## **1. Informations générales**

MOB IN, a pour objet de mobiliser les acteurs de la mobilité inclusive et solidaire dans chacune des régions métropolitaines et ultra marines. Elle réunit ces acteurs privés ou publics au sein d'organisations régionales qui partagent un cadre commun de valeurs et de principes d'action.

A cet effet, elle a pour missions de

- mutualiser les expériences, compétences, méthodes et outils des adhérents du réseau,
- assurer une communication nationale et locale valorisant les expériences locales et les projets
- permettre à chaque organisation régionale de définir une stratégie et un plan d'action

Pour cela, elle a initié le projet France Relance. Ce dernier consiste en une action de :

- création d'un outil numérique identifiant l'ensemble des solutions de mobilité inclusive et solidaire sur les territoires ;
- Développement de webinaires et capsules vidéos pour mieux faire connaître les offres de mobilité et accompagner les publics vers les services existants
- formation à destination des professionnels et acteurs relais afin de faire connaître les ressources existantes

## **2. Evénements significatifs et faits caractéristiques**

Mob'In France a déposé le projet « la mobilité pour tous et pour tous les territoires » le 15 janvier 2021 dans le cadre de l'Appel à projets « Plan de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté » publié le 24 novembre 2020. Cette réponse en consortium avec l'ensemble des membres de l'association, a retenu l'avis favorable du comité de sélection national réuni le 09 et 17 mars 2021. L'article 6 de la convention signée entre le ministère des Solidarités et de la Santé et MOB IN France autorise le porteur national à reverser une partie de la subvention à un ou plusieurs partenaires opérationnels à la condition que soit signée une convention avec chaque structure du consortium concernée. Le projet n'étant pas totalement terminé au 31/12/22, le Ministère a autorisé MOB IN à considérer des fonds dédiés pour la partie non consommée de la subvention octroyés sur l'exercice 2023.

L'association n'a enregistré aucun litige social ou fiscal et aucun événement postérieur à la clôture des comptes de nature à modifier ces derniers n'a été constaté.

## **3. Règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par règlement ANC n° 2018-06 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle.
- régularité et sincérité.
- prudence.
- comparabilité et continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

#### ➤ Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont directement inscrits en charges.

#### ➤ Amortissement et dépréciation de l'actif

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Actifs	Durée (année)
Immobilisation incorporelle	3
Agencements, aménagements, installations	
Matériel de bureau et informatique	2

#### ➤ Créances

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

#### ➤ Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

#### ➤ Indemnité de fin de carrière

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe »

#### ➤ Cotisations

L'association ne pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement sur ses appels de cotisations, elles sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

#### ➤ Contributions volontaires

Conformément au règlement comptable, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

- Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement
- Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

### 4. Changement de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



## 5. Notes sur le bilan actif :

### ➤ Immobilisations :

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

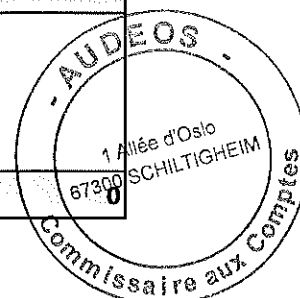
	Valeurs en début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs en fin d'exercice
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Viremt poste à poste	Cessions	
Frais d'établissement et de développement						0
Autres			71 401			71 401
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPOREL	0	0	71 401	0	0	71 401
Instal. , agencement, aménagement divers	6 438		2 520			0
Matériel de transport						0
Matériel de bureau, informatique et mobilier						8 958
Avances et acomptes						0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 438	0	2 520	0	0	8 958
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
						0
Participations évaluées en équivalence						
Autres titres immobilisés						0
Prêts et autres immobilisations financières						0
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	0	0	0
TOTAL	6 438	0	73 921	0	0	80 359

### ➤ Amortissements et dépréciations d'actif :

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements en fin d'exercice
		Dotations	Diminutions	
Frais d'établissement et de développement				0
Autres		7 933		7 933
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>0</b>	<b>7 933</b>	<b>0</b>	<b>7 933</b>
Instal. , agencement, aménagement divers				0
Matériel de transport				0
Matériel de bureau, informatique et mobilier	707	1 958		2 665
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>707</b>	<b>1 958</b>	<b>0</b>	<b>2 665</b>
<b>TOTAL</b>	<b>707</b>	<b>9 891</b>	<b>0</b>	<b>10 598</b>

### ➤ Etat des créances :

	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé		0	
Avances et acomptes	19 883	19 883	
Actifs circulants	467 502	467 502	
Charges constatées d'avance	2 845	2 845	
<b>TOTAL</b>	<b>490 230</b>	<b>490 230</b>	<b>0</b>



➤ Provisions pour dépréciation

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Comptes de tiers				0
Comptes financiers				0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

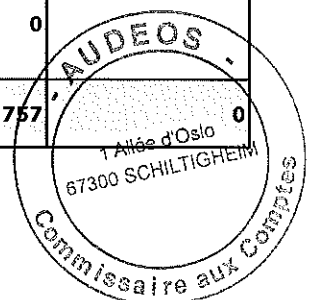
## 6. Notes sur le bilan passif

➤ Variation des fonds associatifs

	Fonds propres à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					0
Fonds propres avec droit de reprise					0
Reserves statutaires ou contractuelles					0
Reserves pour projet de l'entité					0
Autres réserves					0
Report à nouveau	20 946	45 530			66 476
Excédent ou déficit de l'exercice	45 530	-45 530		10 987	-10 987
<b>Situation nette</b>	<b>66 476</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 987</b>	<b>55 489</b>
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement	83 964			8 089	75 875
Provisions réglementées					0
<b>TOTAL</b>	<b>216 916</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 089</b>	<b>208 827</b>

➤ Variation des fonds dédiés

	Fonds dédiés à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts entre fonds dédiés	Fonds dédiés à la clôture	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>222 853</b>	<b>306 757</b>	<b>222 853</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>306 757</b>	<b>0</b>
Ministère de la Santé	222 853	306 757	222 853	0	0		
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>	<b>32 088</b>	<b>0</b>	<b>32 088</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
ADEME	32 088		32 088	0	0	0	0
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>						<b>0</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>254 941</b>	<b>306 757</b>	<b>254 941</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>306 757</b>	<b>0</b>



➤ Provisions pour risques et charges

	Début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Fin d'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Provisions pour investissement				0
Provisions pour amortissements dérogatoires				0
Provisions autres				0
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Pour litiges				0
Pour amendes et pénalités				0
Pour renouvellement des immobilisations				0
Pour charges sociales et fiscales sur congés à pay	4 094		4 094	0
Autres				0
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CH</b>	<b>4 094</b>	<b>0</b>	<b>4 094</b>	<b>0</b>
Sur immobilisations				0
Sur comptes clients, usagers				0
Autres				0
<b>TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 094</b>	<b>0</b>	<b>4 094</b>	<b>0</b>
----------------------	--------------	----------	--------------	----------

Dont dotations et reprises d'exploitation financières exceptionnelles				
-----------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

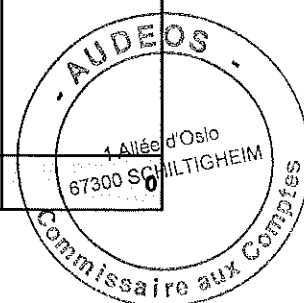
➤ Subventions d'investissement

Nom du finaceur	Motif de la subvention	Montant au début de l'exercice	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Ministère de la Santé	Informatique	84 600			84 600 0
<b>TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>84 600</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>84 600</b>

Nom du finaceur	Motif de la subvention	Montant au début de l'exercice	Quote-part virée au résultat sur l'exercice	Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Ministère de la Santé	Informatique	636	8 089		8 725 0 0
<b>TOTAL SUBVENTIONS INSCRITES AU RESULTAT</b>		<b>636</b>	<b>8 089</b>	<b>0</b>	<b>8 725</b>

➤ Etat des dettes

	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Fournisseurs	207 095	207 095		
Dettes fiscales & sociales	3 124	3 124		
Autres dettes	800	800		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>211 019</b>	<b>211 019</b>	<b>0</b>	<b>0</b>





## 7. Notes sur le compte de résultat

### ➤ Concours publics et subventions

Autorités administratives	Motif de la subvention	Montant notifié sur l'exercice	Montant perçu sur l'exercice	Montant perçu d'avance et reporté sur l'exercice	Montant restant à percevoir sur l'exercice suivant	Montant perçu d'avance reporté sur l'exercice suivant
Ministère Santé	France Relance	726 126	363 063		363 063	
ADEME	Projets				32 088	
ASP / Apprenti	Aides au poste	2 667	2 667			
Ministère Santé	Subv Invest				36 865	
<b>TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>		<b>728 793</b>	<b>365 730</b>	<b>0</b>	<b>432 016</b>	<b>0</b>

Autorités administratives	Motif du concours public	Montant notifié sur l'exercice	Montant perçu sur l'exercice	Montant perçu d'avance et reporté sur l'exercice	Montant restant à percevoir sur l'exercice suivant	Montant perçu d'avance reporté sur l'exercice suivant
<b>TOTAL DES CONCOURS PUBLICS</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### ➤ Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Montant
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>8 090</b>
Sur opérations de gestion	
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	8 090
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>4 800</b>
Sur opérations de gestion	4 800
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>3 290</b>

## 8. Autres informations

### ➤ Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagement assimilés

Il n'a pas été réalisé de constatation comptable pour 2022

### ➤ Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, il n'existait aucun salarié avec le statut cadre au 31/12/22.



➤ Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres		2
Non cadres	2	12
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>14</b>

➤ Evaluation des contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité
- l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Le mode de fonctionnement de MOB IN France implique un engagement fort des membres de l'association au travers des réunions de Conseil d'Administration mais aussi de groupe de travail favorisant l'émergence de projets. Aussi les temps de présence dans les différentes instances de MOB IN France sont valorisés sur la base horaire de 20 €.

Répartition par nature de produits	N	N-1
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	28 000	
<b>TOTAL</b>	<b>28000</b>	<b>0</b>
Répartition par nature de charges	N	N-1
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole	28 000	
<b>TOTAL</b>	<b>28 000</b>	<b>0</b>

